

Communauté d'agglomération Saint-Lô Agglo



Sommaire

1 Etat des lieux
au 31.12.2020

2 Contexte
sociodémographique

3 Petite enfance

4 Enfance
Jeunesse

5 Parentalité

6 Animation de la
vie sociale

7 Accès aux
droits

Etat des lieux au 31.12.2020

Les données analysées

Données quantitatives :

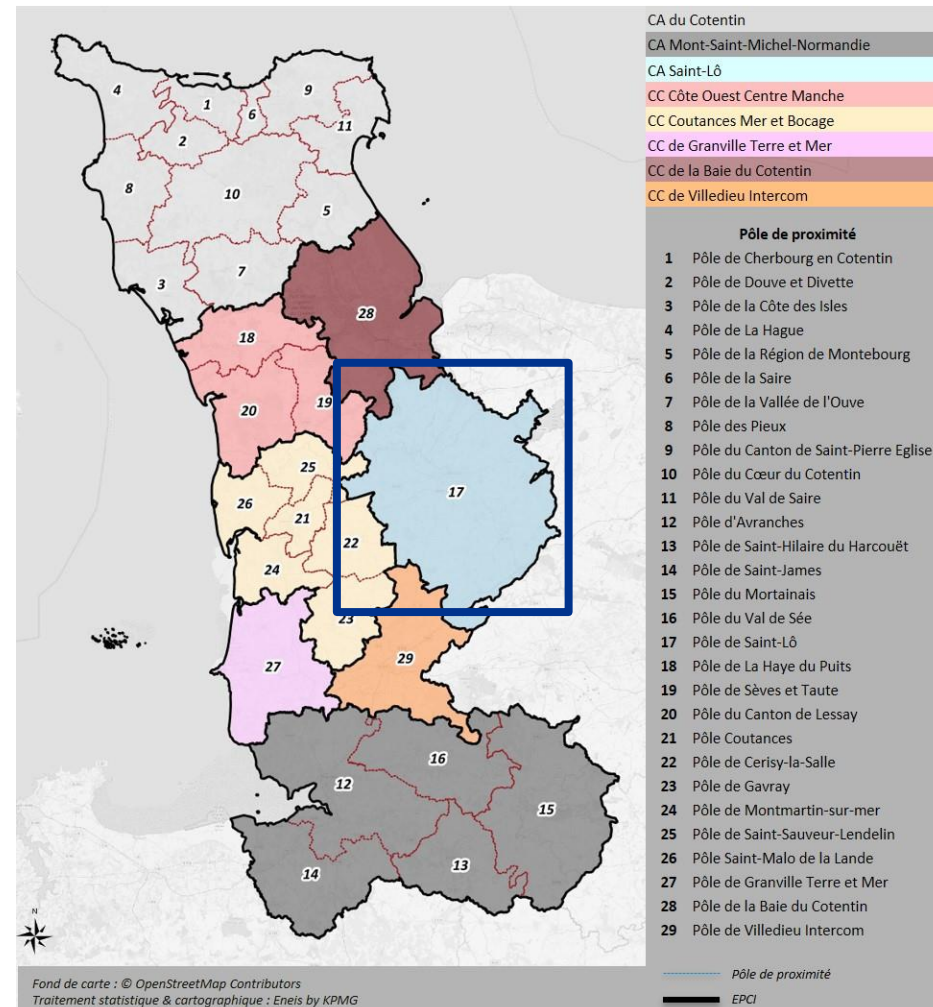
- Recensement général de la population, INSEE (2018 et années précédentes)
- Données Caf
- Données MSA
- Données du Conseil départemental
- Données des coordinations départementales (PESL, Petite enfance, Parentalité, Handicap...)

Données qualitatives :

- Schéma départemental de services aux familles
- Entretiens :
- CEMEA
- MSA
- Ligue de l'enseignement
- CAF de la Manche
- DDCS
- SDJES
- UDAF
- CAMSP et CMPP
- Coordinations départementales

La CA Saint-Lô Agglo

Date de création : 1^{er} janvier 2017
 Nombre de communes : 61
 Nombre d'habitants : 75 972 (INSEE 2018)



Les retours de l'enquête habitants

La caractérisation de l'échantillon

Un échantillon familial essentiellement composé de femmes de 26-59 ans, avec une proportion importante de familles monoparentales



470 répondants dont **87,7%** âgés de 26-64 ans et **81,5%** de femmes



64% des répondants ont un ou plusieurs enfants mineurs/à naître (soit 301 répondants)



16,6% des répondants (soit 78 répondants) indiquent vivre seuls avec leur(s) enfant(s)



5,6% des répondants avec enfants indiquent avoir un enfant en situation de handicap (soit 17 répondants).

Les caractéristiques socioéconomiques des répondants

En raison des caractéristiques étudiées et du nombre de répondants, la représentativité de l'échantillon n'est pas confirmable.



49,1% des répondants sont en emploi à temps plein et 16% sont en emploi à temps partiel



79,3% des répondants ont un.e conjoint.e qui travaille à temps plein et 6,2% à temps partiel



48,9% des répondants bénéficient des allocations familiales ; 25,9% de la prime d'activité et 27% des aides au logement



27,8% vivent dans un foyer dont le revenu net mensuel est de moins de 1 250€

33,8% des répondants vivent dans un foyer dont le revenu net mensuel dépasse 2 500€

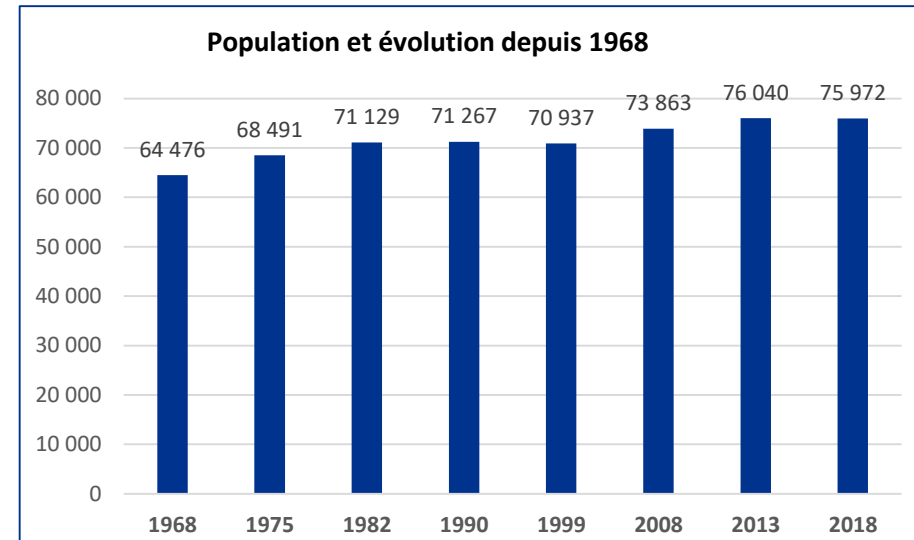
Les modalités de diffusion du questionnaire (essentiellement transmis via la base allocataires de la CAF) peuvent induire un biais dans la représentativité de l'échantillon et certaines analyses, les allocataires CAF étant a priori surreprésentés.

Contexte sociodémographique

Une stagnation de la population

Avec 75 972 habitants en 2018, la Communauté d'Agglomération Saint-Lô Agglo est le 3ème EPCI le plus peuplé du département (après la CA du Cotentin et celle du Mont-Saint-Michel Normandie).

- Alors que la population départementale a diminué de 0,2% entre 2013 à 2018, au niveau de l'EPCI elle est restée constante en moyenne chaque année.
- Le taux de natalité de la communauté d'agglomération est supérieur au département entre 2013 et 2018 (10,7 contre 9,5). Il a par ailleurs diminué, il était de 11,7 entre 2008 et 2013.



Source : Insee, RGP 1968, 1975, 1982, 1990, 1999 ; RP 2007, 2013 et 2018

	Variation de la population entre 2013-2018		
	EPCI	DEPARTEMENT	FRANCE METROPOLITAINE
Variation de la population (%)	0,0%	-0,2%	0,5%
<i>Due au solde naturel (%)</i>	0,2%	-0,1%	0,3%
<i>Due au solde migratoire (%)</i>	-0,2%	-0,1%	0,1%

Source : Insee, RP 2018 exploitation principale

	Taux de natalité		
	EPCI	DEPARTEMENT	FRANCE METROPOLITAINE
2008-2013	11,7	10,6	12,7
2013-2018	10,7	9,5	11,8

Source : Insee, RGP 1999 ; RP 2018 exploitation principale

Contexte sociodémographique

Une population plus jeune qu'à l'échelle du département

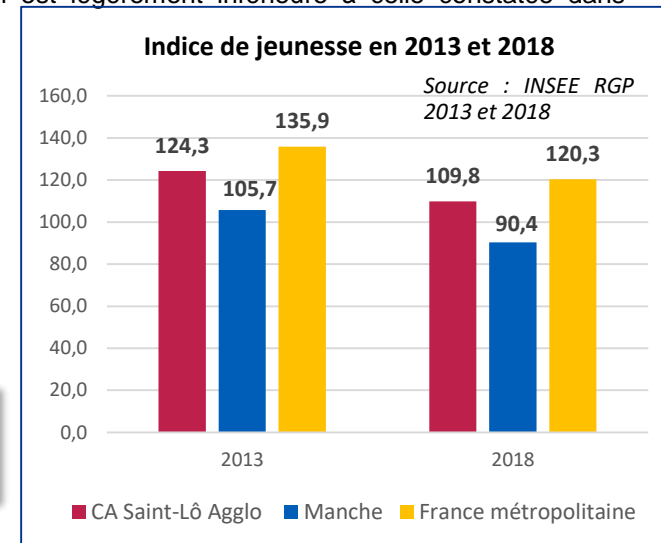
- La population de Saint-Lô Agglo est plus jeune que celle du département de la Manche. La part des moins de 20 ans y est plus importante (23,9% contre 22,1%) et celle des plus de 65 ans y est moindre (19,5% contre 22,0%).
- Ainsi, alors qu'à l'échelle départementale sont dénombrés quasiment autant d'habitants de moins de 20 ans et de plus de 65 ans, ces derniers sont en sous-effectifs au sein de la Communauté d'agglomération. L'indice de jeunesse témoigne de cette différence : pour 100 personnes de plus de 65 ans sur le territoire, on trouve 109,8 personnes de moins de 20 ans.
- Cependant la représentation des moins de 20 ans dans l'ensemble de la population est légèrement inférieure à celle constatée dans l'ensemble de la France métropolitaine.

Une baisse importante des séniors de 65 ans ou plus

- La communauté d'agglomération a vu la population des plus de 65 ans diminuer fortement chaque année (-2,2%), mais dans la tendance du département et de la France métropolitaine.



L'indice de jeunesse est utilisé pour mesurer la mixité intergénérationnelle. Il s'agit du nombre de jeunes de moins de 20 ans pour 100 personnes de plus de 65 ans sur le territoire.



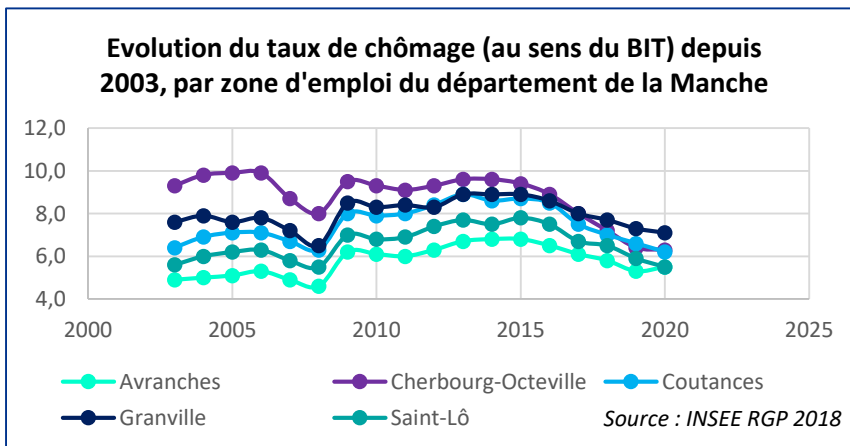
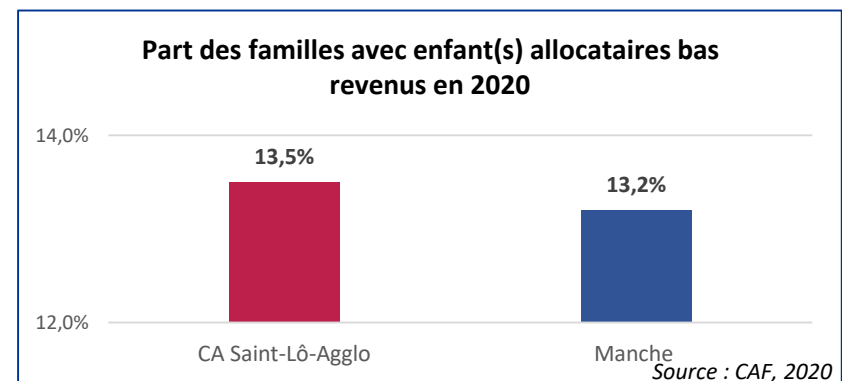
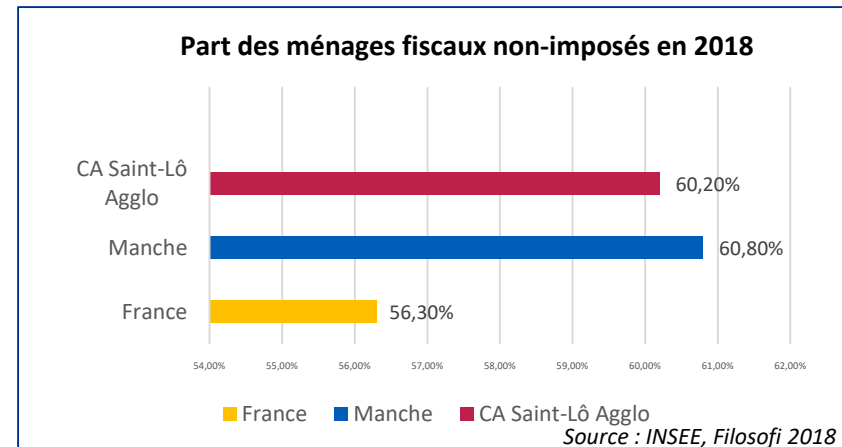
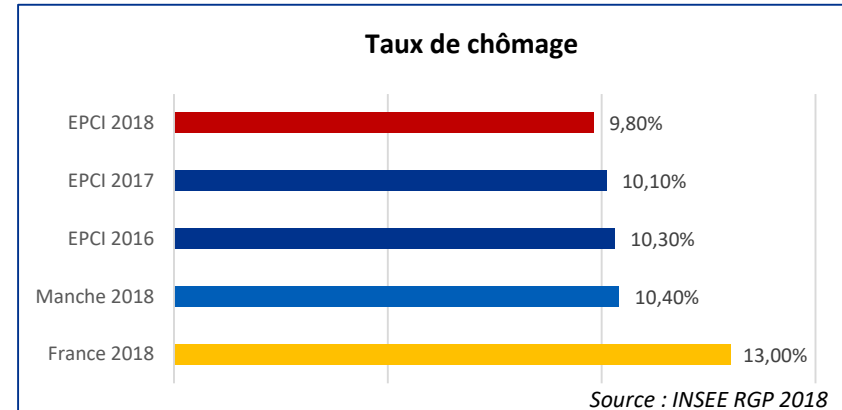
	Effectifs en 2018			Part dans la population totale en 2018			Evolution annuelle moyenne entre 2013 et 2018		
	EPCI	DEPARTEMENT	FRANCE METR.	EPCI	DEPARTEMENT	FRANCE METR.	EPCI	DEPARTEMENT	FRANCE METR.
0-19 ans	18 194	109 848	15 569 944	23,9%	22,1%	24,0%	-0,2%	-1,0%	0,1%
20-64 ans	41 207	264 646	36 329 338	54,2%	53,4%	56,0%	-0,8%	-0,8%	0,0%
65 ans ou plus	14 803	109 095	11 410 904	19,5%	22,0%	17,6%	-2,2%	-2,1%	-2,5%
TOTAL	74 204	483 589	63 310 186	97,7%	97,5%	97,6%	0,0%	-0,18%	-2,4%

Source : Insee, RP 2013 et 2018, exploitation principale

Contexte sociodémographique

Des indicateurs de vulnérabilité moins importants sur le territoire

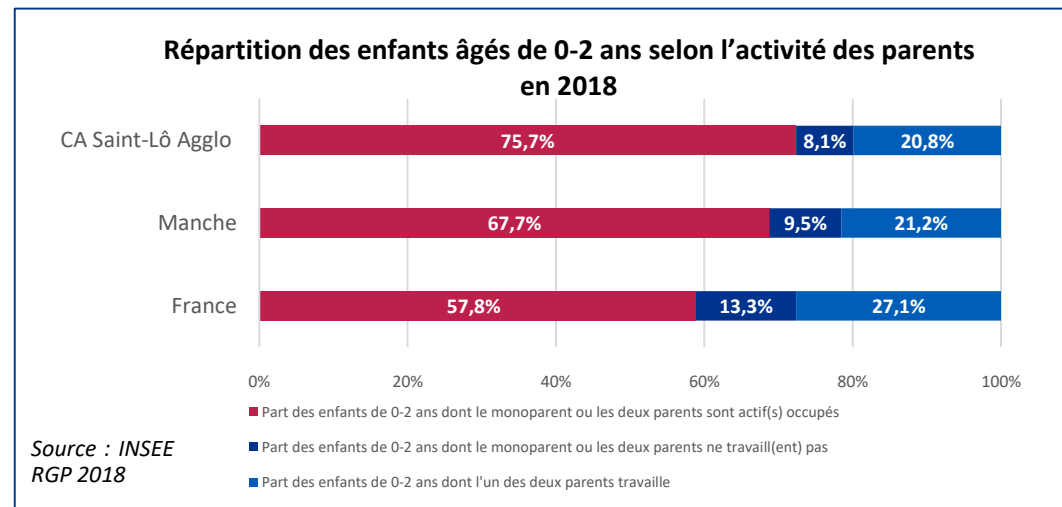
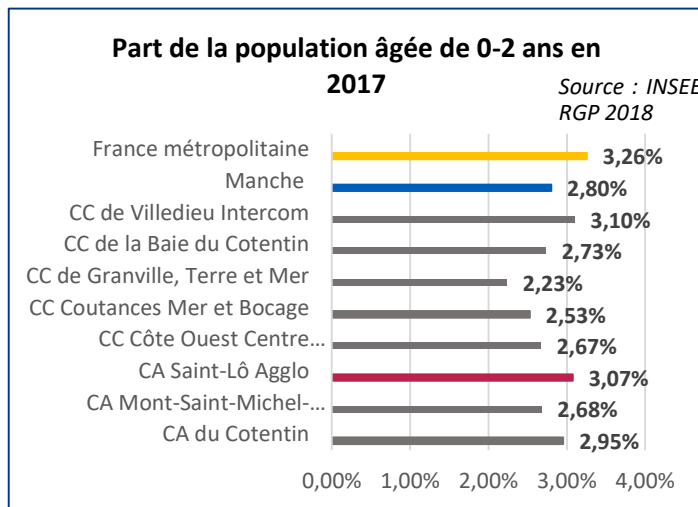
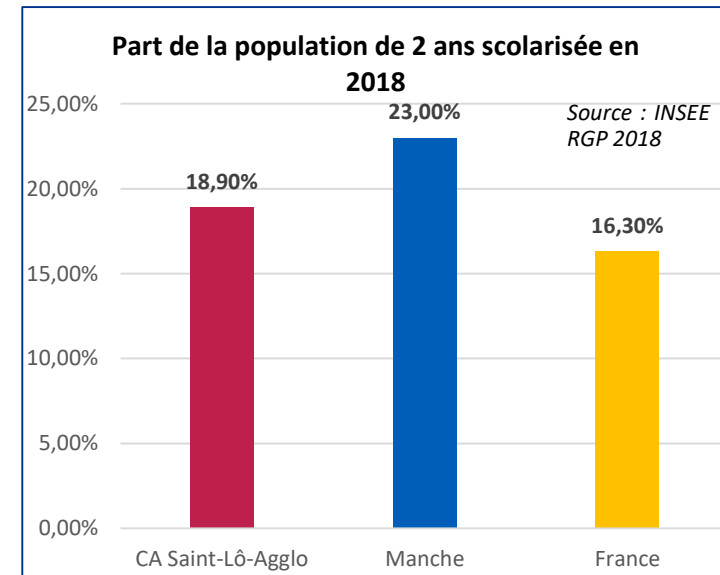
- Le taux de chômage à l'échelle de la CA (9,8%) apparaît légèrement inférieur au taux départemental (10,4%). Il est par ailleurs largement inférieur au taux de chômage national (13,0% en 2018) et a diminué sur la période observée (il était de 10,3% en 2016).
- Par ailleurs, la zone d'emploi de Saint-Lô présente un taux de chômage au sens du BIT relativement bas en comparaison des autres zones d'emploi du département et de la moyenne nationale.
- La part des ménages non imposés est de 60,2% au sein de l'EPCI, soit une part relativement proche de celle observée au niveau du département (60,8%) mais qui reste très supérieure à la moyenne nationale (56,3%).
- 13,5% des familles avec enfants sont allocataires à bas revenus au sein de l'EPCI, soit une proportion plus élevée qu'à l'échelle départementale (13,2%).



Petite enfance

Une part d'enfants de 3 ans supérieure à quasiment l'ensemble des autres EPCI du département

- La part de la population des 0-2 ans au sein de la Communauté d'agglomération Saint-Lô Agglo (3,07%) est la deuxième plus importante du département, dépassant la moyenne départementale (2,8%).
- La structuration de l'activité des parents d'enfants de moins de 3 ans est légèrement différente au sein de la CA Saint-Lô Agglo que dans le département : 75,7% des enfants de moins de 3 ans ont des parents travaillant tous deux ou bien un monoparent qui travaille, contre 67,7% au niveau départemental. Cette part est nettement plus élevée qu'au niveau national (57,8%), et ces données peuvent indiquer des besoins importants en termes de garde d'enfants.
- Les enfants de moins de 3 ans tendent à être moins scolarisés au sein de cet EPCI (18,9%) que dans le reste du département (23,0%). En lien avec la part importante de jeunes enfants sur le territoire, les possibilités de préscolarisation peuvent être réduites, les enfants de 3 ans et plus étant prioritaires.

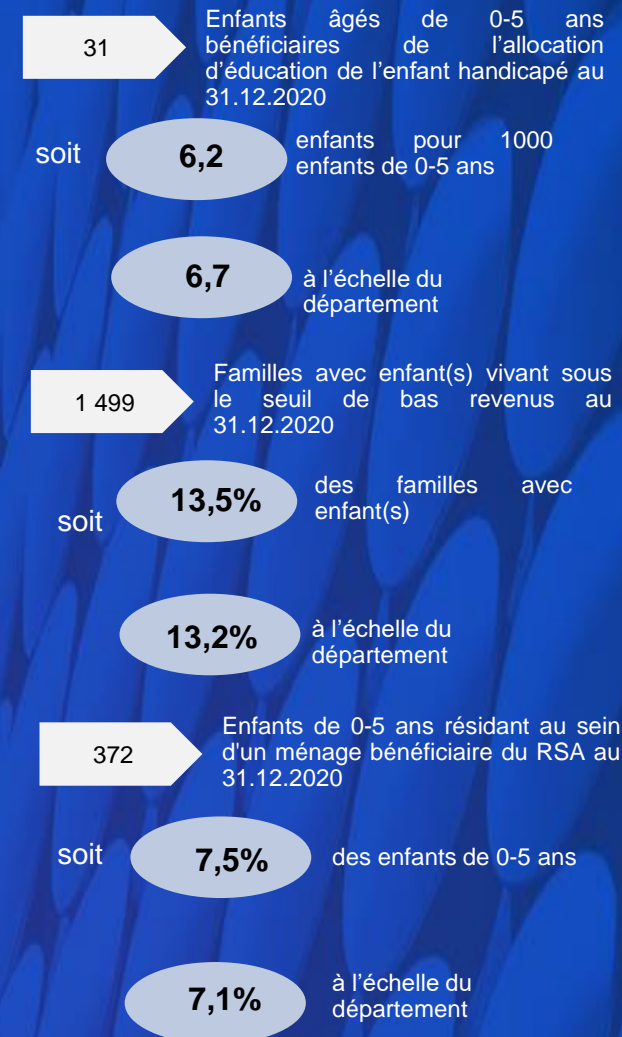


Petite enfance

Des indicateurs de vulnérabilité importants pour les enfants de moins de 5 ans

- Si plusieurs indicateurs mettent en avant des enjeux d'accessibilité à l'offre, d'inclusion et de socialisation des jeunes enfants, les ménages de la communauté d'agglomération sont cependant moins vulnérables qu'à l'échelle départementale.
- Fin 2020, l'EPCI comptait 1 499 familles avec enfant(s) vivant sous le seuil de bas revenus, soit 13,5% des familles avec enfant(s). Cette part est moins importante que la part observée à l'échelle départementale (13,2%).
- La part des enfants de moins de 6 ans vivant au sein d'un ménage bénéficiaire du RSA est légèrement plus importante au sein de la communauté d'agglomération (7,5%) qu'à l'échelle du département (7,1%).
- Fin 2020, 31 enfants de moins de 6 ans étaient bénéficiaires de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé sur le territoire, soit l'équivalent de 6,2 enfants pour 1000 enfants de cette tranche d'âge : l'EPCI se situe également, au regard de cet indicateur, en-dessous de la tendance départementale (6,7 enfants pour 1000).

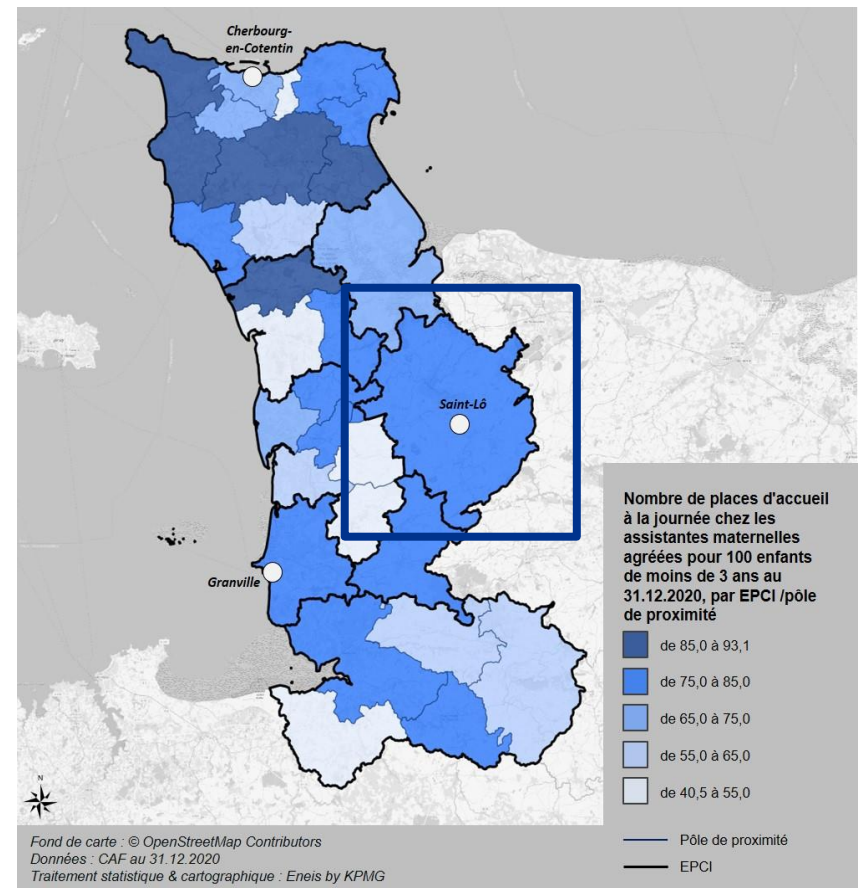
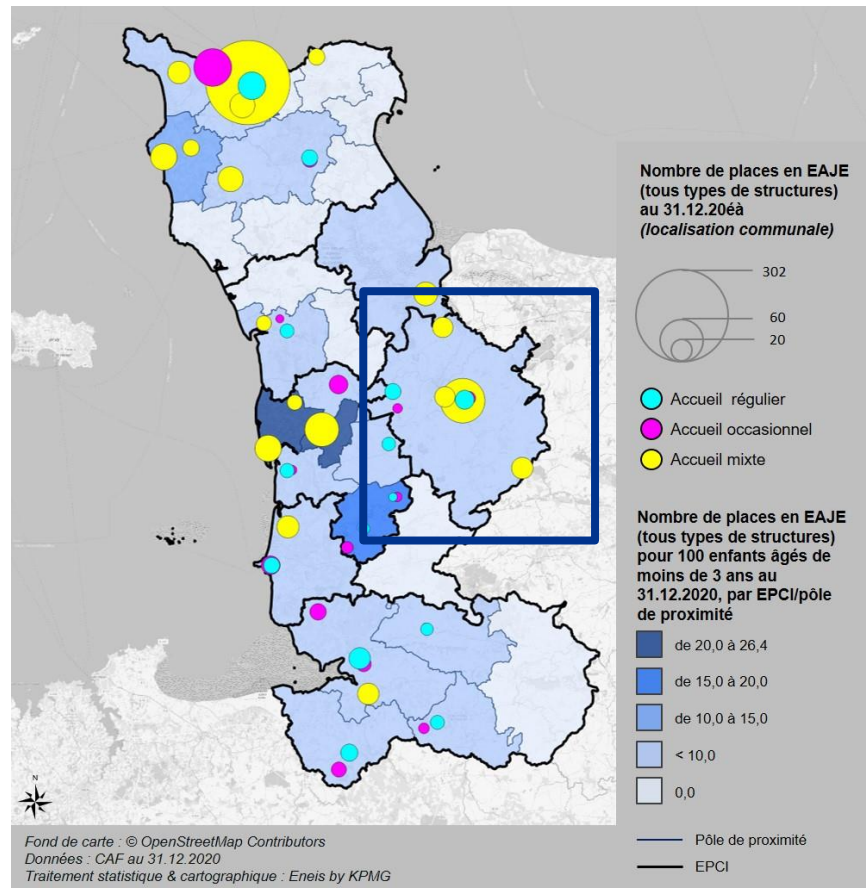
La situation des ménages avec enfant(s) âgés de 0-5 ans



Source : CAF

Petite enfance

Cartographie de l'accueil du jeune enfant



Petite enfance

Un taux de couverture globale en augmentation

L'EPCI dispose :

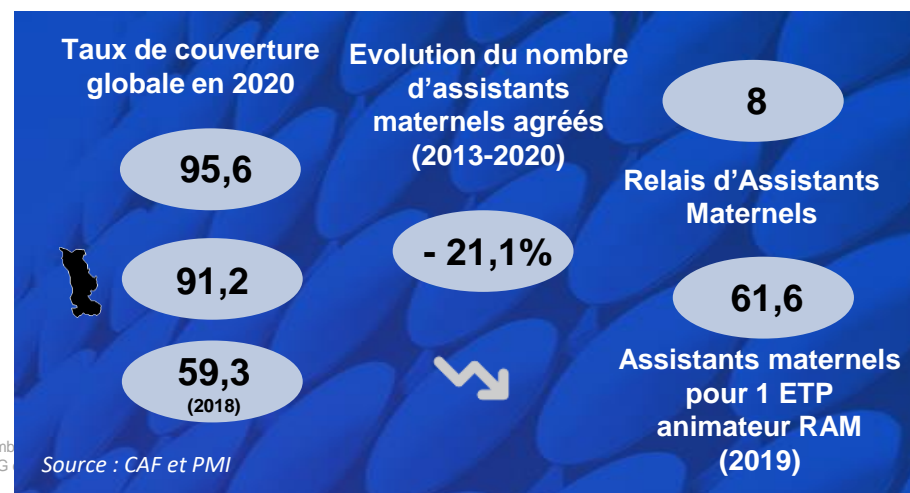
- D'une offre d'accueil en 2020 chez 588 assistants maternels agréés, soit 79,6 places d'accueil à la journée pour 100 enfants de moins de 3 ans (74,5 sur le département). Leur nombre a connu l'une des baisses les moins importantes du département (-21,1% depuis 2013) compte tenu de moindre départs en retraite.
- De 8 RAM en 2020
- De 61,6 assistants maternels en activité pour 1 ETP d'animateur RAM en 2019 (données 2020 non disponibles). Un ratio inférieur aux préconisations de la COG sur ce point (70 assistants maternels pour 1 ETP d'animateur RAM) qui favorise un accompagnement plus important des assistants maternels
- D'une offre d'accueil en MAM puisqu'au 31.12.2020, 11 MAM sont installées sur le territoire. Ainsi, 31 assistants maternels exercent au sein d'une MAM sur ce territoire et 116 places sont proposées.
- D'une offre d'accueil collective composée de 13 EAJE, soit un total de 213 places d'accueil.
- En incluant la scolarisation des enfants de 2 ans, l'accueil individuel et l'offre d'accueil collectif, la capacité théorique d'accueil pour 100 enfants de moins de 3 ans à l'échelle de l'EPCI est l'un des plus importante de la Manche avec un taux de 95,6% (contre 91,2 à l'échelle du département en 2020 et 59,3 à l'échelle de la France en 2018)

	Nombre d'assistants maternels agréés en 2020	Part des assistants maternels >60 ans	Part des assistants maternels actifs (2019)
EPCI	588	10,2%	88,6%
Département	3 571	12,9%	87,3%

	Capacité d'accueil théorique des assistants maternels agréés en 2020		Nombre de places d'accueil journée pour 100 enfants 0-3 ans
	Périscolaire	Journée	
EPCI	247	281	79,6
Département	2 271	10 351	74,5

	Nombre d'EAJE en 2020	Nombre de places en EAJE en 2020	Nombre de places en EAJE pour 100 enfants de 0-3 ans
EPCI	13	213	10,7
Département	53	1 202	8,7

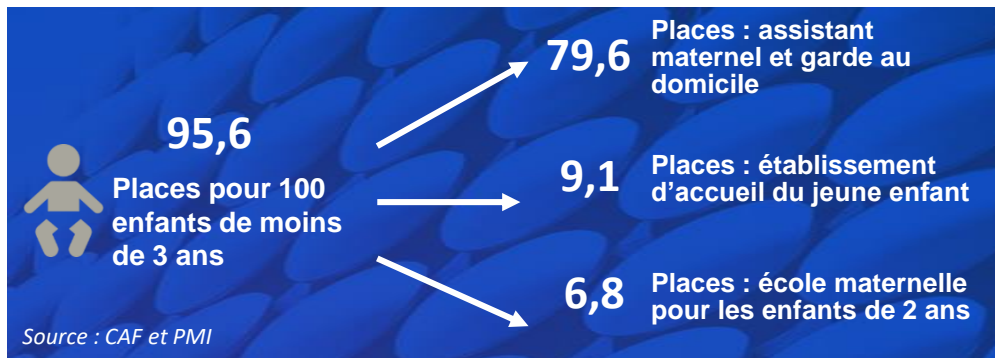
Source : CAF et PMI



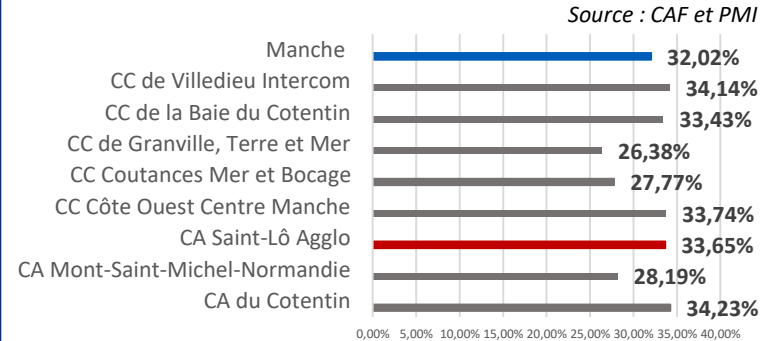
Petite enfance

Un recours plus important au complément de libre de choix du mode de garde et à l'accueil collectif

- Au sein de la CA, on observe une part légèrement supérieure à celle du département d'enfants de moins de 6 ans bénéficiaires du complément de libre choix mode de garde (33,65% d'enfants de 0-5 ans contre 32,02% sur le département).
- La part d'enfants gardés à domicile est cependant devenue inférieure au sein de l'EPCI (passant de 11 à 9 enfants pour 1 000) qu'à l'échelle départementale (10 pour 1 000).
- Le taux de couverture global des besoins d'accueil petite enfance sur la Communauté d'agglomération Saint-Lô Agglo (95,6%) est le plus élevé du département. On constate en particulier un taux de couverture en accueil individuel sur l'EPCI (79,6%) supérieur à celui observé sur les autres EPCI du département. Le taux de couverture en accueil collectif (9,1%) est également supérieur à la moyenne départementale (8,7%). A l'inverse, le nombre de places dans les écoles maternelles pour 100 enfants de 2 ans (6,8) est inférieur à la moyenne départementale (8,0).



Part d'enfants de 0-5 ans révolus allocataires du CMG en 2020



Enfants d'enfants en situation de handicap accueillis dans les EAJE

Source : CAF et PMI

EPCI

19

Département

139

Enfants d'enfants accueillis dans les EAJE dont la famille est en parcours d'insertion social ou professionnelle

EPCI

43

Département

315

Enfants d'enfants accueillis dans les EAJE issus de familles en situation de pauvreté

EPCI

152

Département

853

Enfants de 0-5 ans gardés à domicile (PAJE CMG) pour 1 000 enfants

EPCI

9

Département

10

Les retours de l'enquête habitants

La petite enfance

Des parents de jeunes enfants qui paraissent satisfaits de l'offre d'accueil, et des RAM qui paraissent bien identifiés



89 répondants ont un enfant à naître ou de moins de trois ans



48 répondants (soit 56,5%) indiquent avoir des besoins d'accueil tous les jours de la semaine et 4 (soit 4,7%) n'ont pas de besoins du tout

97,6% des répondants ayant un jeune enfant sont satisfaits de leur mode d'accueil, mais

23,2% indiquent tout de même avoir rencontré des difficultés pour faire accueillir leur enfant. Ces difficultés sont essentiellement liées au temps d'attente pour obtenir une place d'accueil (pour 42,1% des parents) ou aux horaires inadaptés (42,1%).



47,6% des répondants ayant un jeune enfant indiquent s'être renseignés au sujet de l'accueil de leur enfant auprès du RAM, et

13,1% se sont renseignés auprès de la Mairie.

14,5% ont cependant eu des difficultés à obtenir des informations sur les différentes possibilités d'accueil.

Les pistes d'amélioration plébiscitées par les parents :



Que faudrait-il améliorer selon vous concernant l'offre d'accueil du jeune enfant sur votre territoire ?

1. Plus de places en crèches (cité 42 fois)
2. Une amplitude horaire plus importante (cité 35 fois)
3. Des tarifs plus accessibles (cité 33 fois)
4. Des contrats d'accueil plus souples (cité 19 fois)
5. Un meilleur accès à l'information sur les différentes possibilités d'accueil (cité 15 fois)
6. Une solution d'accueil plus proche de mon domicile (cité 11 fois)

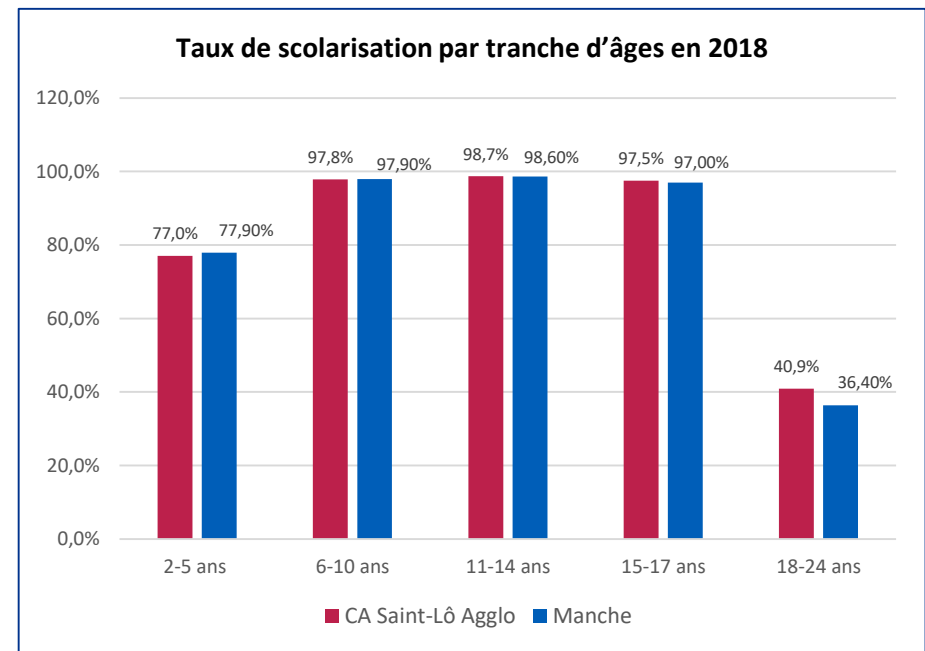
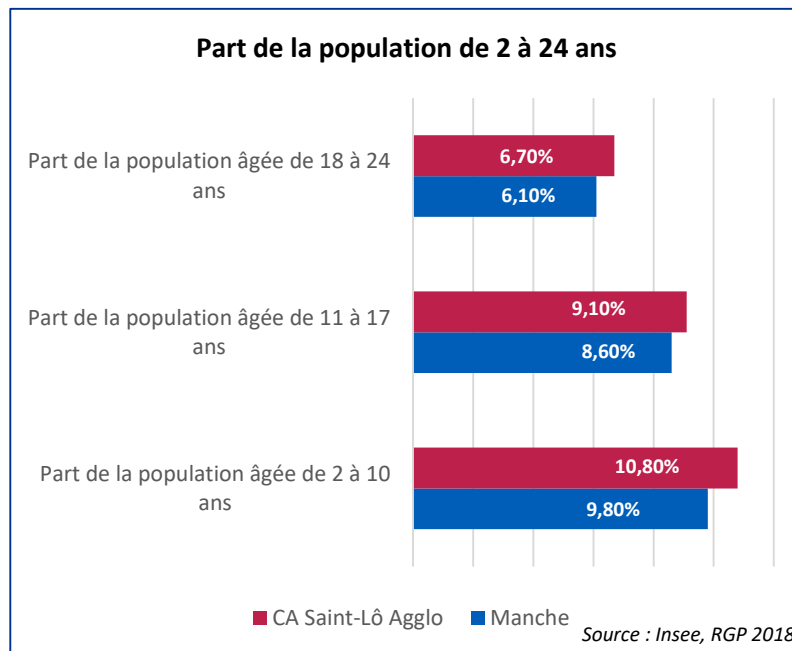
Enfance Jeunesse

Des jeunes davantage représentés qu'à l'échelle départementale

- Les jeunes à Saint-Lô Agglo représentent une part légèrement plus importante dans la population qu'au niveau départemental : la population âgée de 2 à 10 ans notamment représente 10,8% de la population totale, soit pratiquement 1 point de plus qu'au niveau départemental.

Des jeunes davantage scolarisés

- Les jeunes de la Communauté d'Agglomération de Saint-Lô ont des taux de scolarisation à la hauteur voire plus élevés que la moyenne départementale pour les effectifs âgés de 6 à 17 ans.
- Les habitants de 18 à 24 ans sont plus nombreux en proportion à étudier (Près de 5 points de plus que la moyenne départementale). Il semblerait ainsi que les jeunes adultes résidant à Saint-Lô Agglo commencent à chercher un emploi plus tardivement et en étant potentiellement plus diplômés que la moyenne.
- A l'inverse, les enfants de 2 à 5 ans ont tendance à être très légèrement moins scolarisés qu'au niveau départemental (1 point de moins).



Enfance Jeunesse

Plusieurs structures d'accueil et de loisirs sur le territoire

- La communauté d'agglomération dispose de nombreuses structures permettant l'accueil des enfants et des jeunes : des accueils collectifs pour mineurs, des accueils pour les jeunes de 14 à 17 ans, un bureau information jeunesse...

De faibles capacités d'accueil collectif de mineur déclaré, notamment en période scolaire

- Les graphiques de la page suivante montrent que la CA dispose globalement de faibles capacités d'accueil déclaré, aussi bien durant la période scolaire que durant les vacances scolaires.
- Les capacités d'accueil déclaré pour 100 enfants en période scolaire (matin et soir) sont globalement plus faibles à l'échelle de la CA qu'à l'échelle du département. D'après les déclarations des communes, l'écart est particulièrement important pour l'accueil déclaré des 3-6 ans les matins et les après-midi de semaine.
- Durant les vacances scolaires, la CA figure parmi les rares EPCI à disposer d'une offre d'accueil déclaré sur la période des vacances de Noël, ce qui porte sa capacité d'accueil déclaré sur la période à 6,6 places pour 100 enfants de 3-6 ans (contre 3,3 places à l'échelle départementale). Sur les autres périodes, les capacités d'accueil déclaré sont globalement proches des moyennes départementales.

L'offre à destination des enfants et des jeunes sur le territoire

Le KIOSK, un bureau information jeunesse à destination des 11-25 ans fournissant des réductions via la carte KIOSK'Agglo sur des activités et auprès de commerces de l'agglomération

14 accueils collectifs de mineurs pour les jeunes de 3 à 17 ans

2 accueils pour jeunes de 14 à 17 ans à Saint-Lô

1 centre aquatique et 2 piscines

Enfance Jeunesse

Capacité d'accueil déclaré en période scolaire (en Accueil Collectif de Mineurs)

Capacité d'accueil déclaré pour 100 enfants – sources DDCS 2020, INSEE RGP 2018

	Période											
	Lundi-Matin	Lundi- Après-midi	Mardi- Matin	Mardi- Après-midi	Mercredi- Matin	Mercredi- Après-midi	Jeudi-Matin	Jeudi-Après- midi	Vendredi- Matin	Vendredi- Après-midi	Samedi- Matin	Samedi- Après-midi
EPCI - Moins de 6 ans	4,5	6,1	4,5	6,1	4,3	4,0	4,5	6,1	4,5	6,5	0,0	0,0
Manche - Moins de 6 ans	20,9	24,5	20,9	26,3	19,9	12,6	20,9	26,3	20,9	26,1	0,3	0,3
EPCI - 6-13 ans	3,1	5,5	3,1	5,5	2,7	1,8	3,1	5,5	3,1	4,6	0,0	0,0
Manche – 6-13 ans	11,0	15,4	11,2	16,5	10,0	7,1	11,0	17,3	11,0	16,6	0,1	0,2
EPCI – 14-17 ans	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,4	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0
Manche – 14- 17 ans	0,0	0,8	0,0	1,1	0,4	1,8	0,0	1,1	0,0	1,2	0,3	0,5

Capacité d'accueil déclaré pendant les vacances scolaires (en Accueil Collectif de Mineurs)

Capacité d'accueil déclaré pour 100 enfants – sources DDCS 2020, INSEE RGP 2018

	Période					
	Toussaint	Noël	Hiver	Printemps	Juillet	Août
EPCI – Moins de 6 ans	11,3	6,6	11,3	1,4	11,5	8,8
Manche – Moins de 6 ans	11,6	3,3	12,4	4,1	12,5	10,6
EPCI – 6-13 ans	6,6	3,7	6,9	0,7	7,9	6,0
Manche – 6-13 ans	7,7	2,0	7,7	2,4	8,6	7,3
EPCI – 14-17 ans	1,2	0,6	1,5	0,3	1,1	1,2
Manche – 14-17 ans	2,1	0,7	2,2	0,8	2,3	2,0

Enfance Jeunesse

Des dispositifs pour favoriser l'insertion socio-professionnelle des jeunes

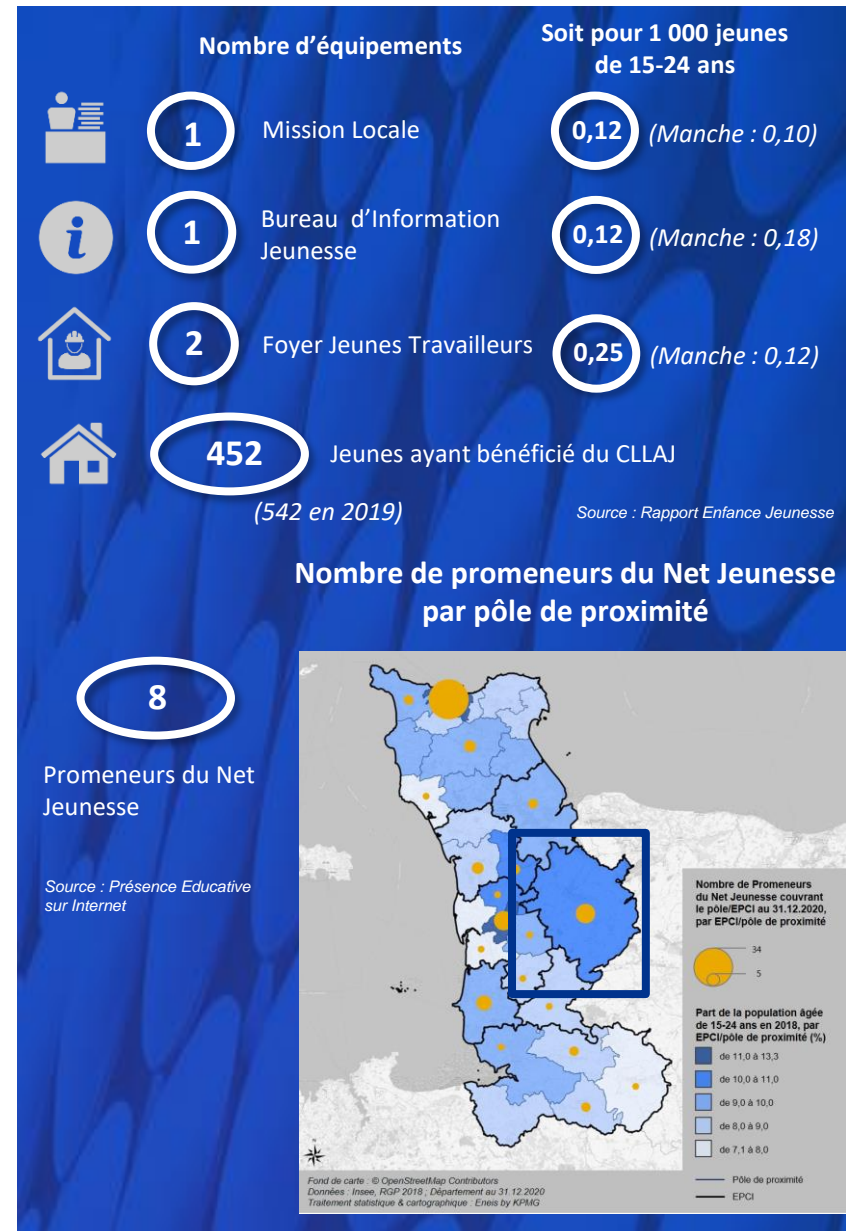
La communauté d'agglomération est dotée de plusieurs dispositifs permettant de favoriser l'insertion socio-professionnelle des jeunes :

- Une Mission locale se trouve à Saint-Lô et assure un accompagnement individualisé et de proximité aux jeunes de 16 à 25 ans. Saint-Lô Agglo projette de créer de nouvelles formations en lien avec les attentes des entreprises, notamment avec le projet de Technopôle : en 2020, 251 jeunes ont notamment bénéficié de la Garantie Jeunes.
- Plusieurs initiatives sont recensées sur le territoire afin de favoriser l'insertion des jeunes. Par exemple, le centre social Mersier portent le « Pass Permis Jeune » destiné aux 18-25 ans domiciliés à Saint-Lô et la « Bourse projet Jeune » s'adressant aux 12-25 ans ».
- Un Bureau d'Information Jeunesse est situé à Saint-Lô et informe sur tous les domaines pouvant intéresser les jeunes
- Des Foyers Jeunes Travailleurs (FJT), ainsi que des comités locaux pour le logement des jeunes (CLLAJ) facilite le logement des jeunes sur le territoire (452 jeunes bénéficiaires en 2020)

Un nombre important de Promeneurs du Net Jeunesse

En 2012, la CAF de la Manche a été la première CAF à adapter le concept des Promeneurs du Net en France. Il s'agit de déployer une présence éducative sur Internet en mobilisant des professionnels de la jeunesse pour qu'ils soient présents auprès des jeunes sur les réseaux sociaux. La Caf de la Manche continue d'innover en la matière avec la création d'un outil de suivi de l'activité des Promeneurs du Net (Propei) ainsi que le déploiement de Promeneurs du Net Parentalité qui assurent une présence sur Internet auprès des parents.

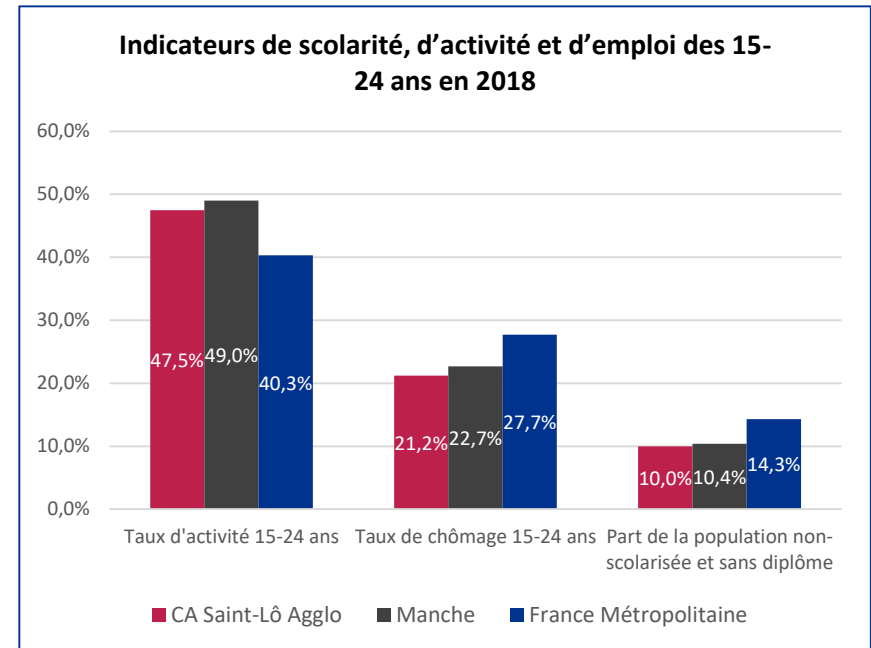
La Communauté d'agglomération Saint-Lô Agglo compte 8 Promeneurs du Net Jeunesse.



Enfance Jeunesse

Des indicateurs d'insertion professionnelle favorables

- Les jeunes de 15 à 24 ans habitant dans la Communauté d'agglomération Saint-Lô Agglo sont globalement moins en activité (47,5%) comparativement à ceux à l'échelle départementale (49,0%). On constate cependant que le taux d'activité reste supérieur à la moyenne nationale (40,3%).
- Parmi les jeunes actifs, seuls 21,2% des 15-24 ans sont au chômage ce qui situe la CA en dessous de la moyenne départementale (22,7%) et de la moyenne nationale (27,7%).
- On constate également un taux relativement bas de 15-24 ans non-scolarisés sans diplôme (10,0%), une proportion inférieure à moyenne nationale (14,3%).



Source : Insee, RGP 2018

Les retours de l'enquête habitants

L'enfance-jeunesse

Une fréquentation importante de l'offre d'activités extrascolaire, mais des enjeux d'accessibilité financière et géographique repérés



381 répondants avec un enfant (ou plusieurs) entre 3 et 17 ans



66,7% des répondants (soit 176) indiquent que leur(s) enfant(s) de 3-12 ans pratiquent une activité extrascolaire régulière, essentiellement dans un club sportif (pour 86,4% des répondants)



37,9% des répondants indiquant que leur enfant ne pratique pas d'activité mentionnent des coûts trop élevés



51% des répondants ayant un enfant de 3-12 ans indiquent rencontrer des difficultés de mobilité pour se rendre à certaines activités

Les pistes d'amélioration plébiscitées par les parents :



Que faudrait-il améliorer selon vous concernant l'offre d'accueil et de loisirs à destination des enfants et des jeunes sur votre territoire ?

1. Des tarifs moins élevés (cité 118 fois)
2. Des solutions de transport collectif pour se rendre sur les sites des activités (cité 73 fois)
3. Des propositions d'activités plus variées (cité 61 fois)
4. Une meilleure information sur les différentes possibilités d'accueil (cité 60 fois)
5. Une offre mieux adaptée à chaque tranche d'âge (cité 53 fois)

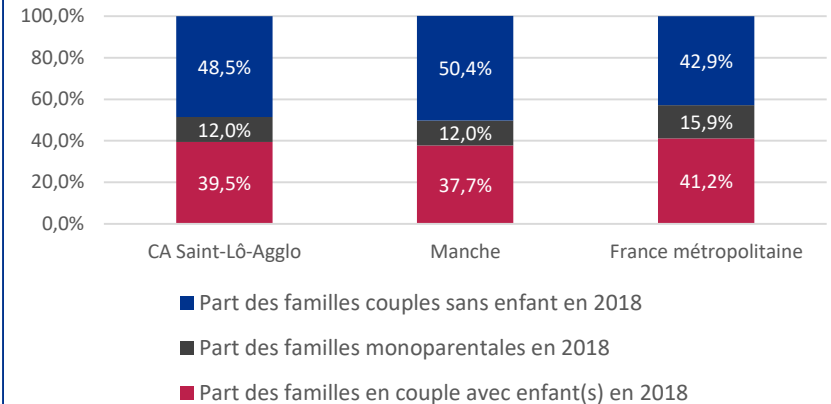
Parentalité

Une part importante de couples sans enfant, avec cependant une augmentation du nombre de familles nombreuses

- Comme la plupart des familles du département, les familles de la Communauté d'agglomération Saint-Lô Agglo se caractérisent par une part importante de couples sans enfant (48,5% des familles en 2017).
- De 2013 à 2018, le nombre de couples avec enfants a diminué de 0,5% en moyenne chaque année, une diminution moindre que celle ayant eu lieu à l'échelle du département (-1,1% par an).
- Le nombre de familles monoparentales connaît une augmentation, en cohérence avec ce qui est observé sur les échelons de comparaison.

Structure des familles en 2018

Source : Insee, RGP 2018



Evolution annuelle moyenne de la structure des familles entre 2013 et 2018

	EPCI	DEPARTEMENT	FRANCE METROPOLITAINE
Familles nombreuses	-0,2%	-1,8%	0,0%
Couples avec enfants	-0,5%	-1,1%	-0,3%
Couples sans enfants	-0,1%	0,2%	0,4%
Familles monoparentales	2,2%	2,0%	2,2%

Source : Insee, RGP 2013 & 2018

Parentalité

Un panier de services parentalité incomplet malgré l'existence de plusieurs dispositifs sur le territoire

- Pour soutenir les familles dans leur rôle parental, plusieurs actions sont déployées sur le territoire : le territoire dispose de certains dispositifs (CLAS, REAAP), mais ne dispose pas de LAEP, nécessaire à la complétude du « panier de services parentalité » (CLAS, REAAP, LAEP).
- Le territoire propose le dispositif CLAS (3 groupes d'enfants bénéficiaires en 2020, soit 2 de moins qu'en 2019), avec un ratio de 2,7 actions pour 10 000 familles avec enfants. Ce ratio est inférieur à celui observé au niveau départemental (8,9).
- Le nombre d'actions financées dans le cadre du REAAP est en augmentation en 2020, passant de 18 actions en 2019 à 22 en 2020, soit 19,8 actions pour 10 000 familles avec enfants (moyenne départementale de 15).
- Aucun LAEP n'est recensé sur le territoire. La COG CNAF 2013-2017 fixe l'objectif d'un LAEP pour 3500 enfants âgés de 0 à 6 ans (la CA de Saint-Lô en compte 4 953) .

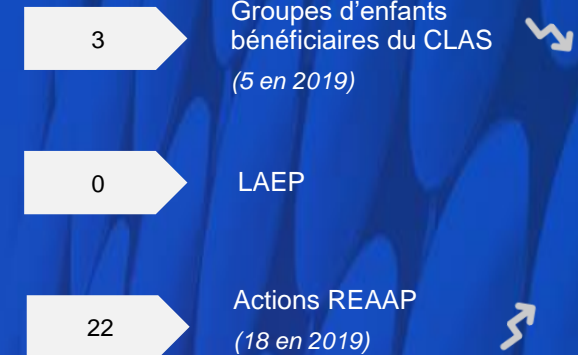
Animation de la vie sociale

Une bonne couverture en espaces de vie sociale

- Avec deux centres sociaux soit 0,26 pour 10 000 habitants, l'EPCI possède une couverture en centre sociaux inférieure à la moyenne départementale (0,32 pour 10 000 habitants). En revanche, le territoire est deux fois plus couvert en espaces de vie sociale (0,79 pour 10 000 habitants) que la moyenne départementale (0,32) ; cela s'explique en partie par la création d'un nouvel espace de vie sociale sur le territoire en 2020.

L'offre parentalité sur le territoire

Source : CAF



L'offre d'animation de la vie sociale

Source : CAF



Les retours de l'enquête habitants

La parentalité

Des préoccupations des parents centrées autour de l'éducation, de la scolarité et de l'équilibre familial



Quels sont les sujets qui vous préoccupent le plus en tant que parent ?

1. Education (cité 153 fois)
2. Scolarité de mon enfant (cité 130 fois)
3. Equilibre entre vie professionnelle, vie familiale et vie personnelle (cité 80 fois)

Une bonne identification de la PMI et des RAM

Connaissez-vous les lieux et dispositifs suivants ?

	Effectifs	% Rep.
Les LAEP (Lieux d'accueil enfants/parents)	23	7,9%
La Protection maternelle et infantile (PMI)	205	70,2%
Les CLAS (contrat local d'accompagnement scolaire)	17	5,8%
Les actions REAAP (Réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents)	21	7,2%
Les PRE (Programmes de Réussite Educative) ou DRE (Dispositifs de Réussite Educative)	21	7,2%
La médiation familiale	60	20,5%
Les espaces de rencontre	24	8,2%
Les centres sociaux ou les espaces de vie sociale	84	28,8%
Les « promeneurs du net » Parentalité	25	8,6%
L'association des PEP50	54	18,5%
Les Maisons des Adolescents (« MADO »)	86	29,5%
Les Comités Locaux pour le Logement Autonome des Jeunes (CLAAJ)	30	10,3%
Les Relais Assistants Maternels (RAM)	199	68,2%
Les Espaces des Parents (EdP)	17	5,8%
Aucun de ces lieux ou dispositifs	38	13%
Total	292	

Les pistes d'amélioration plébiscitées par les parents :



Selon vous, quelles offres/activités seraient susceptibles de vous être utiles ?

1. Rien de tout ça (cité 106 fois)
2. Pouvoir prendre un rendez-vous individuel avec un professionnel pour poser vos questions autour de la parentalité (cité 89 fois)
3. Organiser des activités permettant de regrouper les enfants et leurs parents (cité 80 fois)

Les retours de l'enquête habitants

L'animation de la vie sociale

Une satisfaction globale vis-à-vis des structures d'AVS mais un enjeu d'information des publics et de rupture de l'isolement d'une partie de la population



115 répondants (soit 24,7%) indiquent se sentir un peu (96) ou vraiment (19) isolés

53,3% des répondants indiquent ne pas avoir connaissance des structures d'animation de la vie sociale existantes près de chez eux

14% des répondants indiquent fréquenter une structure d'animation de la vie sociale, généralement la structure la plus proche de chez eux. **91,8%** d'entre eux sont satisfaits de l'offre proposée.

En revanche, **12,3%** (soit 57 répondants) ne savent pas ce qu'est une structure d'animation de la vie sociale.



59,7% des répondants s'estiment mal informés sur l'offre de loisirs et d'activités.

Les pistes d'amélioration plébiscitées par les répondants :

Selon vous, quels seraient les domaines à développer en matière de vie sociale sur votre territoire ?

	Effectifs	% Rep.
Les activités de loisirs ou culturelles	164	36,5%
Les activités sportives	134	29,8%
Les activités familiales (activités à pratiquer en famille)	180	40,1%
Les activités autour du développement durable	80	17,8%
Les activités intergénérationnelles	74	16,5%
Les manifestations festives (fêtes de quartiers, etc.)	138	30,7%
Les activités d'entraide / de solidarité	137	30,5%
L'accompagnement au numérique	70	15,6%
Autre	21	4,7%
Total	449	

Selon vous, quelles seraient les principales améliorations à apporter en matière de vie sociale sur votre territoire ?

	Effectifs	% Rep.
Plus d'équipements dédiés à la vie sociale, aux loisirs, aux activités culturelles	82	18,8%
Des activités plus variées	72	16,5%
Des activités plus adaptées à chaque tranche d'âge	87	20%
Des activités plus accessibles en transport en commun	76	17,4%
Une meilleure amplitude horaire des activités proposées	103	23,6%
Plus d'informations sur les activités existantes	129	29,6%
Des tarifs moins élevés	153	35,1%
Autre	14	3,2%
Total	436	

Accès aux droits

Une bonne représentation des services publics dans la CA Saint-Lô Agglo

- Les services publics sont bien implantés sur l'EPCI. On recense 1 agence pôle emploi, 1 agence de la CPAM, 1 agence CAF, 1 agence MSA, 1 agence CARSAT, et 1 service des impôts.
- 3 Espaces France Services sont également implantées sur le territoire, ce qui simplifie l'accès aux services publics pour les habitants avec un dispositif de guichet unique. Le ratio entre le nombre d'Espaces France Services et le nombre d'habitants de l'EPCI est cependant inférieur à la moyenne départementale, ce qui peut s'expliquer par le nombre important d'agences des services publics sur le territoire.
- De même, on recense 3 visio accueils sur le territoire avec un ratio de 0,39 pour 10 000 habitants inférieur à la moyenne départementale.

Une bonne implantation d'espaces publics numériques

- On recense 8 Espaces numériques sur le territoire, ce qui représente un ratio de 1,05 pour 10 000 habitants supérieur à la moyenne départementale
- On comptabilise également 4 conseillers numériques, soit un ratio pour 10 000 habitants de 0,3 légèrement inférieur à la moyenne départementale

L'accès aux droits et les démarches



L'inclusion numérique



Source : Rapport accès aux droits

Les retours de l'enquête habitants

L'accès aux droits

Un enjeu majeur d'accès aux droits, notamment lié au manque d'information des publics

321 répondants (soit 69,8%) indiquent ne pas disposer d'informations suffisantes sur leurs différents droits en matière de prestations sociales, d'aides financières, d'accès à la santé, d'informations sur les services de proximité existants

156 répondants (soit 33,7%) indiquent avoir le sentiment de ne pas percevoir l'intégralité des prestations auxquelles ils ont droit

323 répondants (soit 70,2%) ont le sentiment de ne pas connaître les services d'information, d'orientation et d'accompagnement existant sur leur territoire

153 répondants (soit 33,2%) s'estiment isolés des services publics sur leur territoire

135 répondants (soit 29,5%) des répondants indiquent rencontrer des difficultés pour effectuer des démarches administratives sur internet

Les pistes d'amélioration plébiscitées par les répondants



Sur quel(s) sujet(s) souhaiteriez-vous disposer de plus d'informations/aide ?

1. Aides financières et matérielles auxquelles j'aurais droit (cité 285 fois)
2. Démarches administratives (cité 144 fois)
3. Services existants proposés près de chez moi pour m'informer, m'orienter ou m'aider (cité 127 fois)



Quelles seraient les améliorations prioritaires à apporter pour rendre plus accessibles les services au public ?

1. Développer l'accueil et l'information sur les services existants (cité 222 fois)
2. Mettre en place des services itinérants (cité 123 fois)
3. Améliorer le réseau de transports en commun sur le territoire et son accessibilité (cité 111 fois)



ENEIS

by **KPMG**

VOS CONTACTS

Marion HAJDENBERG

Directrice de mission
mhajdenberg@kpmg.fr
06 09 97 15 72

Judith OLLE

Cheffe de projet
jolle@kpmg.fr
06 19 77 83 87

**Solène DELUSSEAU-
JELODIN**

Consultante
sdelusseau-jelodin@kpmg.fr
06 22 95 40 48

kpmg.fr

Les informations contenues dans ce document sont d'ordre général et ne sont pas destinées à traiter les particularités d'une personne ou d'une entité. Bien que nous fassions tout notre possible pour fournir des informations exactes et appropriées, nous ne pouvons garantir que ces informations seront toujours exactes à une date ultérieure. Elles ne peuvent ni ne doivent servir de support à des décisions sans validation par les professionnels ad hoc. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse (« KPMG International »). KPMG International ne propose pas de services aux clients. Aucun cabinet membre n'a le droit d'engager KPMG International ou les autres cabinets membres vis-à-vis des tiers. KPMG International n'a le droit d'engager aucun cabinet membre.

© 2017 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International. Imprimé en France